

COMMUNE DE LA TESTE DE BUCH

ARRÊTE n° 2022-531

6-1 Police Municipale



Autorisation de stationnement

OBJET : Installation d'une base de vie et stockage de matériels et de matériaux
Enfouissement réseaux secs
Renouvellement canalisations et branchements des réseaux gaz et eau potable
Réfections définitives

Le Maire de LA TESTE DE BUCH,

- VU** la reprise des travaux de la rue du Port, les entreprises :
CHANTIER D'AQUITAINE LA TESTE demeurant 230 rue Marcel Dassault – 33260 La Teste de Buch,
BOUYGUES E&S ESTILLAC demeurant 32 route d'Agen – 47310 Estillac,
EIFFAGE ENERGIE demeurant Z.A. du Courneau – 11 rue Pré Meunier – 33610 Canéjan,
Nécessitera, pour chacune d'entre elle, une autorisation pour stocker des matériels et matériaux ainsi qu'une base vie sur 1/3 de la parcelle cadastrée FG140 au N°17 avenue Camille Pelletan 33260 La Teste de Buch,
VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
VU le Code de la Route,
VU le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques,
VU le Code de la voirie Routière,
VU le Code de l'Environnement,
VU les arrêtés interministériels du 24 novembre 1967, relatif à la signalisation des routes et autoroutes, et du 7 juin 1977, appelé Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, dans leurs versions en vigueur,
VU le règlement de voirie municipal approuvé par délibération du 15 juin 1987, complété par la délibération du 09 juillet 2019,
VU la délibération du Conseil municipal du 14 décembre 2021 fixant le montant de la redevance d'occupation du domaine public communal,
VU l'arrêté municipal n°2022-236 en date du 04 mai 2022 portant dispositions en matière de tranquillité publique,
VU l'état des lieux,

CONSIDERANT qu'il appartient à Monsieur le Maire de prendre toutes mesures afin d'assurer et de veiller au respect de l'usage normal du domaine public,

ARRÊTE

ARTICLE 1 - Autorisation

Les bénéficiaires sont autorisés à occuper le domaine public pour stocker des matériels et matériaux ainsi qu'une base vie sur 1/3 de la parcelle cadastrée FG140 au N°17 avenue Camille Pelletan 33260 La Teste de Buch, à charge pour lui de se conformer aux dispositions des articles suivants.

ARTICLE 2 - Prescriptions techniques particulières

-STATIONNEMENT DEPOT DE MATERIAUX

L'installation visée à l'article 1 sera réalisée de façon à préserver le passage des usagers de la dépendance domaniale occupée. Toute disposition pour assurer la sécurité des usagers de la dépendance domaniale sera prise avec notamment pour délimiter cette zone, par la pose de barrières type « HERAS », ou équivalent.



**Direction Générale des
Services Techniques**

N/Réf : ES/CF
248953

DGS :
Cab :
DGST : *wp*
DST :
Adjoint :

Les bénéficiaires sont autorisés à déposer sur 1/3 de la parcelle cadastrée FG140 au N°17 avenue Camille Pelletan 33260 La Teste de Buch, les matériaux et matériels sous réserve de ne pas empiéter sur la voie.

Ce dépôt ne pourra se prolonger pour une durée supérieure à celle indiquée dans le présent arrêté. Les dépendances devront être rétablies dans leur état initial.

Les entreprises devront avertir les Services de la Mairie dès l'enlèvement total des matériaux.

L'aire de stationnement occupée et ses abords devront toujours être maintenus dans un parfait état de propreté. Les débris dispersés sur l'aire d'arrêt seront ramassés et évacués à la décharge en fin de journée.

ARTICLE 3 - Sécurité et signalisation

Les bénéficiaires devront signaler leur occupation / chantier conformément à la réglementation en vigueur à la date du présent arrêté, telle qu'elle résulte notamment de l'instruction ministérielle sur la signalisation routière (et notamment son 1-8ème partie consacrée à la signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992 modifié.

ARTICLE 4 - Implantation et durée de l'occupation

Période des travaux autorisés : du 05/09/2022 au 18/11/2022.

Le présent arrêté devra être affiché par le pétitionnaire au moins 72 H avant le début de l'occupation et pendant toute la durée de celle-ci.

Si le stationnement n'est pas effectué dans les délais prescrits par cet arrêté, le bénéficiaire devra déposer une nouvelle demande.

ARTICLE 5 - Redevance

Néant

ARTICLE 6 - Responsabilité

Cette autorisation est délivrée, à chaque entreprise, à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 7 - Autres formalités administratives

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme, notamment dans ses articles L.421-1 et suivants et L.421-4 et suivants.

Il est expressément rappelé que le présent arrêté ne vaut pas arrêté de circulation.

Plus généralement, l'obtention du présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de demander toute autre autorisation ou de procéder à toute autre formalité prévue par les lois et règlements.

ARTICLE 8 - Validité et renouvellement de l'arrêté – remise en état des lieux

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

Le renouvellement de la permission de voirie ne peut se faire que sur demande expresse des entreprises dans un délai de 5 jours hors week-end avant la fin de la présente autorisation pour toutes permissions de stationnement initiales inférieures à 20 jours, et de 10 jours hors week-end avant la fin de la présente autorisation pour toutes permissions de stationnement initiales supérieures ou égales à 20 jours.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le